

Änderungen der Raumplanungsgesetzgebung

Info-Veranstaltung stösst auf grosses Interesse

Der SVPS hat gemeinsam mit dem Schweizerischen Nationalgestüt Avenches eine Informationsveranstaltung zum Thema «Änderungen in der Verordnung des Raumplanungsgesetzes» durchgeführt, die auf grosses Interesse stiess. Rund 120 Personen fanden sich im Nationalen Pferdezentrum in Bern zusammen. Unter ihnen Hobby- und Sportpferdehalter, Landwirte, Züchter und Vertreter verschiedener betroffener Verbände aus der ganzen Deutschschweiz und der Romandie.

Ein grosser Andrang und keine freien Sitzplätze mehr: Die Informationsveranstaltung Ende Oktober zu den vorgesehenen Änderungen in der Raumplanungsverordnung stiess auf ein überwältigendes Echo innerhalb der Pferdebranche. «Ich war erstaunt und sehr froh über das immense Interesse», sagte SVPS-Präsident Charles F. Trolliet.

Referentin Iris Bachmann vom Nationalgestüt hatte mit vielen Teilnehmern gerechnet: «Die Raumplanung ist ein heisses Thema, das die Pferdehalter seit Jahren stark beschäftigt.»

Die Empörung ist gross

Die geplanten Anpassungen in der Verordnung des Raumplanungsgesetzes (siehe «Bulletin» Nr. 13) werden von der Pferdebranche überwiegend mit Empörung zur Kenntnis genommen. «Das ist verständlich», sagt Iris Bachmann. Denn viele Pferdhalter hätten klarere Signale in Richtung einer Öffnung der Gesetzgebung erwartet, und nur die wenigsten können von den Anpassungen profitieren. Die meisten, vorwiegend Hobby-Pferdehalter, würden indes massiv benachteiligt

und künftig eingeschränkt. Zum Beispiel dürfte ein Hobbyhalter nur noch maximal zwei Pferde in seinem Stall halten. Rund 11 000 Ställe müssten somit Zehntausende von Equiden loswerden. Die Referentin Iris Bachmann vom Schweizerischen Nationalgestüt stellte zum Schluss ihres Referats zu Recht die Frage: «Wohin mit den Pferden?».

Unter Einbezug der unzähligen Inputs aus der Informationsveranstaltung hat der ehemalige Direktor des Schweizerischen Nationalgestüts, Pierre-André Poncet, nun für den Schweizer Rat und Observatorium der Pferdebranche (COFICHEV) eine Stellungnahme zur Verordnung des Raumplanungsgesetzes zuhanden des Bundesamtes für Raumentwicklung ARE formuliert. «Wir lehnen die vorgeschlagenen Bestimmungen im Projekt zur Revision des Raumplanungsgesetzes ab.

Die Vorschläge halten das Prinzip der Proportionalität nicht ein und verschlechtern somit die Situation. In mehreren Fällen kann damit dem Wohlergehen des Pferdes noch weniger Rechnung getragen werden als bis anhin», schreibt der Schweizer Rat und Observatorium der Pferdebranche in

seiner Mitteilung. Das Gremium fordert insbesondere, dass die Ausführungsbestimmungen vereinfacht werden und nicht noch restriktiver werden als die heute gültige Praxis. In der Landwirtschaftszone sollte die Pferdezucht im Rahmen eines Landwirtschaftsbetriebes als zonenkonforme Aktivität gelten. Das Expertengremium COFICHEV fordert ausserdem, dass die Ausführungsbestimmungen die Umsetzung aller Empfehlungen der Tierschutzgesetzgebung und aller Vorschriften der vor wenigen Wochen revidierten Direktzahlungsverordnung ermöglichen. Insbesondere jene, welche der besonders tierfreundlichen Stallhaltungssysteme Rechnung tragen. COFICHEV ist der Meinung, dass die Hauptanliegen der Raumplanung durch diese Vorschläge nicht betroffen sind.

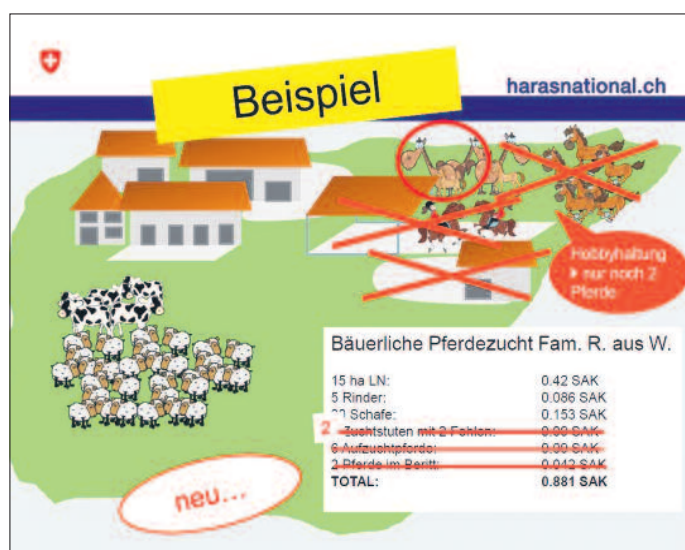
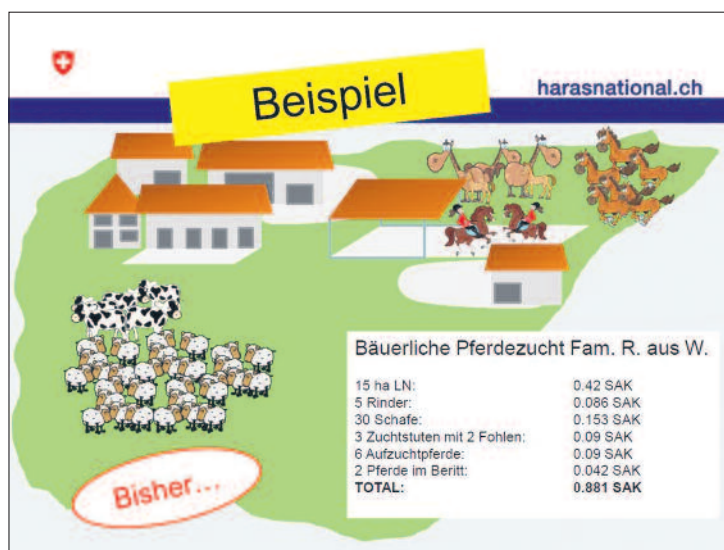
Vernehmlassung im Gang

Die Stellungnahme ist vom SVPS an alle seine Mitgliederverbände verschickt worden und steht auf seiner Webseite www.fnch.ch zum Download bereit. Sie soll den Mitgliederverbänden als Grundlage dienen, um ihre eigenen Interventionen zuhanden des ARE zu formulieren.

Der Präsident des SVPS, Charles Trolliet, zeigt sich zuversichtlich: «Ich spüre eine starke Mobilisierung innerhalb der Pferdebranche und unter Pferdefreunden. Das gemeinsame Ziel ist es, eine weitaus bessere Lösung zu finden als die vorgeschlagene.» Die Vernehmlassung der Verordnung des Raumplanungsgesetzes dauert noch bis zum 30. November. Bis zu dem Tag können die Stellungnahmen noch eingereicht werden. NB/ANI

Weitere Informationen:

Bundesamt für Raumentwicklung
Revision Raumplanungsgesetz:
www.are.admin.ch/themen/recht/04651/index.html?lang=de



Modifications de la législation sur l'aménagement

La soirée d'information rencontre un grand intérêt

E

n collaboration avec le Haras national suisse à Avenches, la FSSE a organisé une soirée d'information sur le thème des « modifications de l'Ordonnance relative à la loi sur l'aménagement du territoire » qui a été suivie avec un immense intérêt par des détenteurs de chevaux de loisir et de sport, des paysans, des éleveurs et des représentants des diverses associations concernées de toute la Suisse alémanique et de la Romandie présents à cette occasion.

Une grande affluence et plus une seule place de libre dans la remise des voitures de la FSSE à Berne: La soirée d'information de cette fin d'octobre sur les modifications projetées de l'Ordonnance sur l'aménagement du territoire a rencontré un large écho au sein de la filière du cheval. « J'ai été très étonné et particulièrement heureux de cet immense intérêt », a constaté le président FSSE Charles F. Trolliet. L'oratrice Iris Bachmann, du Haras national, avait compté sur de nombreux participants: « L'aménagement du territoire est un sujet particulièrement brisant qui préoccupe les détenteurs de chevaux depuis de nombreuses années. »

Les modifications proposées de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire (voir « Bulletin

» n° 13) ont soulevé une grande indignation au sein de la filière du cheval. « Ce qui est très compréhensible », constate Iris Bachmann. En effet, de nombreux détenteurs de chevaux attendaient des signaux clairs en vue d'une ouverture de la législation et seuls quelques rares détenteurs de chevaux peuvent profiter de ces modifications. La plupart d'entre eux, et en particulier les détenteurs à titre de loisir, seraient largement lésés et restreints dans le futur. Et de citer en exemple le fait qu'un détenteur à titre de loisir ne pourrait désormais accueillir que deux chevaux au maximum dans son écurie. Près de 11 000 écuries devraient ainsi se débarrasser de dizaines de milliers d'équidés. L'oratrice Iris Bachmann du Haras national suisse à Avenches a posé une question parfaitement légitime dans ce contexte: « Où mettre les chevaux? »

En tenant compte des innombrables suggestions et remarques faites lors de cette soirée d'information, l'ancien directeur du Haras national suisse à Avenches, Pierre-André Poncet, va élaborer, au nom du Conseil et Observatoire suisse de la filière du cheval (COFICHEV), une prise de position sur l'ordonnance de la loi sur l'aménagement du territoire à l'attention de l'Office fédéral pour le développement territorial ARE. « Nous rejetons les dispositions d'application proposées dans le projet de modification de l'ordonnance sur l'aménagement du territoire. Les propositions ne respectent pas le principe de proportionnalité et elles péjorent ainsi la situation. Dans bien des cas, les possibilités d'assurer le bien-être des chevaux seraient même plus

restreintes qu'actuellement », écrit le Conseil et observatoire suisse de la filière du cheval dans un communiqué. Ce collège demande avant tout que les dispositions d'application de l'ordonnance soient simplifiées et ne soient pas plus restrictives que la pratique en vigueur actuellement.

Dans la zone agricole, l'élevage chevalin dans une exploitation agricole devrait être considéré comme conforme. De plus, les dispositions de l'ordonnance devraient permettre l'application de toutes les recommandations de la législation sur la protection des animaux et de toutes les prescriptions de l'ordonnance sur les paiements directs révisée il y a quelques semaines, en particulier celles relatives aux systèmes de garde particulièrement respectueux des animaux. COFICHEV est d'avis que les exigences majeures de l'aménagement du territoire ne se trouvent pas touchées par ses propositions.

Procédure de consultation en cours

Cette prise de position a été envoyée à toutes les associations membres par la FSSE et elle peut être téléchargée sur le site web de cette dernière afin de permettre aux dites associations d'utiliser ce document de base pour libeller leurs propres prises de position à l'attention de l'ARE.

Le président de la FSSE, Charles Trolliet, se montre confiant: « Je constate une forte mobilisation au sein de la branche équine et des amis des chevaux. L'objectif commun consiste désormais à trouver une solution nettement meilleure que celle proposée dans le cadre de l'ordonnance. » La procédure de consultation relative à l'Ordonnance sur l'aménagement du territoire arrive à terme le 30 novembre et il est possible d'adresser des prises de positions jusqu'à cette date butoir.

Pour de plus amples informations:

Office fédéral du développement territorial: <http://www.are.admin.ch/themen/recht/04651/index.html?lang=fr>

